

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°78 OCT-NOV
2024

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

la Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

L'IMPÉRIALISME

et ses chiens de garde

peuvent être

VAINCUS !

ACTUALITÉS NATIONALES

**Un an de défense
de la Palestine
en France**

P. 4

ACTUALITÉS NATIONALES

**Les opportunistes et les
pacificateurs dans le
mouvement palestinien**

P. 7

THÉORIE

**L'importance mondiale
et historique de la lutte
actuelle en Palestine**

P. 14

Au milieu de la confusion, rien n'importe plus que de regarder en profondeur les raisons de nos inquiétudes. Nous avons tous assisté médusés à la séquence politique qui s'est déroulée depuis la dissolution du 9 juin dernier. Cette mascarade mêlant le grotesque, le cynisme et les mesquineries de la bourgeoisie a montré le délitement de ce que nous nommons communément la « politique ». Ministres, députés et sénateurs, président des chambres, secrétaires et sous secrétaires, attachés parlementaires, tout le personnel politique sans exception reflète l'état de décomposition du pays, et il est maintenant universellement partagé que siéger à l'Assemblée nationale n'a jamais semblé aussi absurde si ce n'est pour avoir une place au chaud.

Concentrés à l'extrême dans un mouchoir de poche parisien, fonctionnant en vase clos, « l'élite », les hommes de l'appareil de gouvernance, ressemblent de plus en plus à s'y méprendre à un Versailles au soir de 1789. Il serait bon de rajouter à ce petit monde les journalistes, et autres intellectuels de garde, vendus du régime qui participent à l'enfumage collectif. La misère du « monde politique » ne nous commande que de boycotter chaque mascarade électorale. Macron drapé dans sa morgue d'ancien régime a fini de valider la nécessité de ne plus participer à une farce qui ne sert même plus à légitimer le pouvoir en place. Le pouvoir s'autolégitime par sa propre existence et, bien sûr, en fond, l'ombre des baïonnettes plane.

Ils étaient encore quelques-uns à gauche à espérer le respect du vote, d'un sursaut de ce que certain ont nommé « l'esprit de la République ». Mais la démocratie bourgeoise a des impératifs qui ne s'encombrent pas d'idéaux. Les défenseurs de la République ont beau faire, ladite République est morte sous la III^e quand d'un idéal elle est devenue un instrument de corruption. La suite sera la Révolution Socialiste et sa nouvelle République, avec comme système la Dictature du Proletariat, c'est à dire la démocratie pour le plus grand nombre, et comme base l'expropriation des expropriateurs, qui concrétisera ces idéaux de justice, d'égalité et de liberté.

Les faiseurs d'inquiétudes sont les monopolistes, qui en maîtres intransigeants ont créé la nécessité de restructurer le pays et l'économie. Macron est le fidèle exécutant des besoins vitaux des seigneurs du peuple, véritables seigneurs de la Bourse. Les analyses psychologiques réduisant la politique macro-

niste à un trouble ou une maladie sont à 1000 lieues de la réalité des phénomènes en cours dans le pays et plus largement dans le monde, car tout ceci est une affaire mondiale. Macron n'est pas fou, il a une tâche, il la remplit. Il est évident que la V^e République, régime né d'une crise et d'un besoin de restructurer, périra dans une autre crise. L'impossibilité de réformer le régime de la V^e République sans créer une crise qui sera à notre époque un saut dans l'inconnu va accélérer sa propre décomposition et ouvrir le champ des possibilités pour les forces révolutionnaires.

Partout dans le monde, des millions de Spartacus sont en mouvement

Cette situation est le reflet de la crise du système impérialiste mondial à bout de souffle, crise en développement qui se totalise. Économiquement, la base industrielle se délite, il y a décomposition, la faillite de la filiale nucléaire est sûrement l'archétype du naufrage. La crise est mondiale, chaque puissance tente de tirer son épingle du jeu, aggravant toujours plus les misères des peuples du monde. Socialement, c'est le carnage, l'individualisme et l'idéalisme ravagent la jeunesse, elle s'enferme dans les futilités du spectacle permanent et dans l'angoisse du futur. La science est réfutée, l'obscurantisme et le relativisme renaissent, plus que jamais nous avons besoin de Copernic. Le monopole médiatique déverse un flot continu réactionnaire visant à détourner les masses des vrais problèmes.

Le capitalisme en crise terminale écrase toujours plus de son poids la société. L'humain est soumis aux 24 heures du capital, nous buvons le calice jusqu'à la lie de la marchandise frelatée. Il n'y a plus de pause, nous sommes sommés d'écouler la marchandise. Lénine l'a si justement défini, le stade de l'impérialisme, c'est celui du règne du surprofit. Le capital ne peut pas être régulé, il est lancé dans une



EN UNE

Des Palestiniens crient des slogans et brandissent des drapeaux palestiniens lors de la manifestation intitulée « Grande marche du retour » à la frontière israélienne dans la partie orientale de Khan Younès, à Gaza, en 2018. Photo © Mustafa Hassona.

course folle exploitant et pressurant toujours plus les humains et la nature. Les cancers et les dépressions, les catastrophes naturelles, viennent nous rappeler cruellement que ce système ne mène qu'à la mort et à la désolation. C'est donc le chaos généralisé. Ce chaos est le combustible qui pousse de plus en plus les masses du monde vers la seule solution viable, la Révolution Proletarienne.

Car tout phénomène a deux aspects, avec la mort il y a forcément la vie, avec l'ancien, le nouveau. Ils sont unis dans une lutte sans fin, c'est cela qui donne le mouvement de la nature, de la société et de la pensée. Alors il serait faux de se focaliser sur la chute de la vieille Rome esclavagiste quand le nouveau monde est en train de naître dans le tumulte de la lutte des classes. Partout dans le monde des millions de Spartacus sont en mouvement. Il n'y a pas une semaine sans une émeute, une révolte, une grève gigantesque, le monde entier est traversé de convulsions, la France n'est pas exempte.

La contre-offensive tactique de la Résistance Nationale Palestinienne est venue précisément annoncer l'avènement du nouveau monde, et les masses opprimées ont répondu comme un

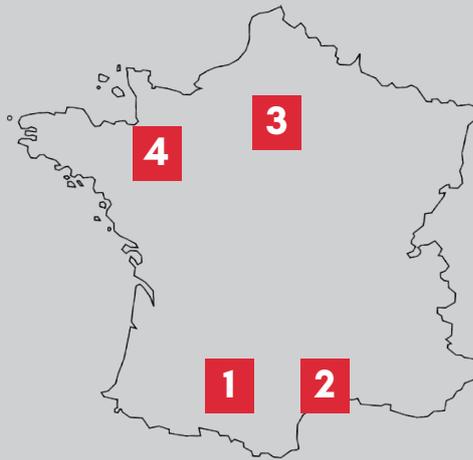
la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

seul homme aux trompettes de la guerre de libération. Les masses populaires du monde se reconnaissent dans chaque Palestinien comme dans leurs frères et sœurs. Depuis des décennies, nos médias sont remplis d'un génocide sans commune mesure contre les peuples du tiers-monde, au nom de la lutte contre le terrorisme et pour la démocratie. Qui n'a pas ressenti l'horrible injustice de la Serbie bombardée, de l'Irak affamée, de la Syrie mise à feu et à sang, de l'Afghanistan violée et, au contraire, qui ne vibre pas quand les Américains s'enfuient en avion de Kaboul? Qui n'a pas jubilé de voir la Palestine si près de la réunification ce, déjà historique, 7 octobre. Il y aura bientôt un an que la Résistance fait échouer le plan des impérialistes-sionistes. Cette glorieuse Résistance valide tout ce que nous portons et ce que nous voulons. Oui, la guerre populaire développée par le Président Mao est universelle; oui, les zones de maquis peuvent être aussi bien des forêts que des villes; oui, la révolution est une affaire de tunnels et de masses; oui, la Révolution va se développer des périphéries, du tiers-monde vers les centres; oui, la première force révolutionnaire dans le monde est la paysannerie pauvre; oui, il s'agit de qualité, de qui veut faire la Révolution plus que de quantité; oui, une guerre révolutionnaire soutenue par le peuple est simplement invincible. Oui, nous allons creuser nos tunnels car d'un point de vue historique nous vivons la fin de la civilisation basée sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Mais pour en finir, il faut une force subjective. Creuser des tunnels, c'est établir les bases pour la Révolution, c'est travailler en premier lieu à la reconstitution de notre glorieux Parti, car seulement avec lui nous pourrions aller au bout de notre émancipation. Face aux désastres en cours, nous savons que la bourgeoisie sera à court d'argumentaire rhétorique et que sa seule réponse sera la persécution de tout ce qui refusent ce vieux monde.

Ici, notre tâche est de combattre pied à pied le régime pourri, de mobiliser, de politiser et d'organiser le prolétariat et les masses, développant l'intransigeance idéologique dans l'action pratique quotidienne. C'est assurément cela de relever le drapeau rouge de la Commune de Paris dans un vaste mouvement révolutionnaire pour sa réédition.



1 TOULOUSE : GRÈVE ILLIMITÉE DES EMPLOYÉS D'EASYJET

Ils sont 125 sur la base de Toulouse. 125 employés d'EasyJet qui ont commencé le 16 septembre une grève illimitée suite à l'annonce du plan de fermeture et du plan social de la base de Toulouse. Les syndicats ont d'ores et déjà annoncé des dates clés à venir. EasyJet, une compagnie low-cost britannique, pratique, comme Ryanair, des fermetures et ouvertures de bases régulières afin de garder une main d'œuvre corvéable, peu chère et docile. C'est ce qu'avait fait Ryanair en fermant puis rouvrant ses bases sur les îles Canaries en 2023. Seule la lutte acharnée des employés pour leurs droits peut permettre des victoires contre ces monopoles du transport aérien.

2 MONTPELLIER : MOBILISATION DÈS LA RENTRÉE DANS LES ÉCOLES

La rentrée est passée, et immédiatement, la mobilisation s'engage dans les écoles primaires et maternelles. Selon la mairie de Montpellier, plusieurs dizaines d'écoles de la ville ont vu leur restauration scolaire et l'accueil fermer en raison de cette mobilisation d'ampleur à l'échelle locale. Les enseignants protestent contre la réforme « choc des savoirs » qui implante des « évaluation nationales standardisées » dès la primaire pour préparer le tri social au collège et mettre les écoles en concurrence les unes avec les autres. Dans un contexte où 30000

postes d'enseignants n'ont pas trouvé preneurs après les concours et que 56% des établissements manquent d'au moins un prof dans le secondaire, cela rappelle la profonde crise de l'éducation nationale.

3 PARIS : GRÈVE À LA CLINIQUE DU PARC DE BELLEVILLE

70% des salariés, dont des cuisiniers, des soignants et des rééducateurs ont soutenu le mouvement de grève initié dans cette clinique membre du groupe Orpéa, connu pour le scandale des EHPAD. Ils protestent contre le manque d'embauche, les salaires bas, la surcharge de travail et l'équipement défectueux qui met en danger les personnes hospitalisées. Les personnels écrivent : « *Malgré l'annonce du plan de refondation de 2022, le changement de l'équipe de direction ainsi que celui du nom du groupe, les conditions de travail et d'emploi n'ont pas changé.* » Cette grève intervient avant les négociations annuelles obligatoires (NAO) où les salariés espèrent obtenir des augmentations.

4 RENNES : GRÈVE DU RÉSEAU STAR CONTRE LE FLICAGE AU TRAVAIL

Le 12 septembre 2024, une centaine de salariés a fait grève à l'appel de la CGT dans cette entreprise mandatée publiquement par la mairie de Rennes. Un conducteur raconte : « *On est fliqué tout le temps. Dans les bus, on a ce qu'on appelle des "écrans SAE". Avec ces écrans, notre hiérarchie sait exactement tout ce que l'on fait. Jusqu'à nous demander pourquoi nous avons une minute de retard sur un arrêt, par exemple.* » Cette situation rappelle que la surveillance par les contremaîtres et le management agressif ne sont pas réservés aux lignes de production des usines. Machinistes, conducteurs et mécaniciens des réseaux de transport sont eux aussi des ouvriers que le capital (même public) essaie de mater et de presser comme des citrons.



Un an de défense de la Palestine en France

Depuis le 7 octobre 2023, les collectifs, assemblées et associations en tout genre pour la défense de la Palestine se sont multipliés. Avec eux, diverses lignes politiques sont devenues visibles, entrant parfois en contradiction les unes avec les autres. Quel bilan tirer de ces 12 mois de lutte pour la Palestine ?

Le 7 octobre 2023, c'était un samedi. Les nouvelles parviennent en France au compte-goutte, très tôt le matin, et se poursuivent tout le weekend. Dans la foulée, des rassemblements sont annoncés dans les grandes villes de France, comme à Lyon le lundi 9 octobre, à l'initiative de La Fosse aux Lyons¹. Il est aussitôt interdit par la Préfecture, qui envoie la police pour noyer le quartier sous les gaz lacrymogènes. Malgré ça, le rassemblement a lieu, avec 150 personnes, grâce au soutien des masses du quartier de la Guillotière. Le mardi soir, c'est un cortège d'une dizaine de voitures qui se forme au cœur d'un autre quartier lyonnais. Le mercredi, des centaines de personnes occupent la place de l'Opéra, bravant un nouvel interdit préfectoral. Le vendredi, la manifestation intersyndicale prévue de longue date parcourt le vieux Lyon sur des chants de soutien à la Palestine.

1. Comité de soutien à la résistance palestinienne à Lyon, le nom fait écho au groupe armé palestinien « Fosse aux Lions » qui opère en Cisjordanie occupée.

Lyon n'est qu'un exemple qui montre la réactivité des masses populaires à travers la France pour montrer son soutien indéfectible à la Palestine. Alors que l'offensive médiatique contre la résistance palestinienne est féroce, que l'État invente toujours plus de mesures pour réprimer le mouvement, les initiatives fleurissent partout. Parmi les personnes qui font

À contre-courant de l'offensive médiatique réactionnaire, des milliers de personnes se sont levées spontanément le 7 octobre pour dire leur soutien à la Palestine

vivre le mouvement, on voit aussi bien des militants de longue date que des hommes et des femmes que le 7 octobre a fait spontanément se lever : des mamans et des jeunes filles des quartiers populaires, des parents investis dans les mosquées... Des gens issus des masses les plus pauvres de la société française, les plus profondes. Certains sont là pour défendre la cause humanitaire face aux dizaines de milliers de morts à Gaza, d'autres veulent crier leur soutien à la résistance qui s'est dressée

le 7 octobre, car ils comprennent très bien ce qui se joue en Palestine, à contre-courant de l'offensive médiatique réactionnaire. Alors que le mouvement se développe, la question de la ligne politique à défendre se pose : quels mots d'ordre, quels slogans, quels chants porter ? Dès les premiers jours, la ligne de démarcation se dessine. Révisionnistes et sociaux-démocrates tâtent le terrain, n'en disent pas trop. Tous appellent à la libération des otages israéliens et apportent leur « soutien aux victimes et à la société israélienne » (François Ruffin, LFI à l'époque), dénonçant « l'acte terroriste » du 7 octobre (Adrien Quatennens, LFI). Face à la riposte armée ignoble d'Israël, impossible à ignorer, certains se mettent à parler timidement de « massacre » en Palestine. Mais rien que le terme « génocide », largement répandu aujourd'hui, ne faisait pas l'unanimité et a dû être conquis.

L'offensive médiatique contre la Palestine

Et pourtant quand on lit la presse bourgeoise, on a vite fait de se dire que LFI ont pour ainsi dire été les seuls à défendre « jusqu'au bout » la Palestine, quitte à mettre en péril leur popularité. Cette dernière partie est vraie : leurs opposants réactionnaires, allant du PCF à l'extrême droite, s'en sont donné à cœur joie. Dès octobre, Mathilde Panot (LFI) a fait les gros titres car elle a refusé de qualifier le Hamas de « terroriste ». Lors de sa prise de parole à l'Assemblée nationale, une partie des députés Les Républicains et Renaissance ont même quitté

la salle. Et cette prise de position a même fait exploser en quelques jours la NUPES. Merveilleux! Mathilde Panot égérie de la cause! Pourtant quand on lit quelques lignes de plus, les masques tombent bien vite. La cheffe des députés insoumis a en effet refusé de qualifier le Hamas de terroriste, tout ça pour les appeler... la « *branche armée responsable de crimes de guerre* ». Et comment ne pas parler de Rima Hassan, qui a peut-être été l'exemple le plus marquant de l'opportunisme de la France insoumise en ce qui concerne la Palestine? Un profil parfait pour le parti de Mélenchon : franco-palestinienne, juriste en droit international, capable de vous répondre sur le plan légal en direct sur un plateau TV, jeune et présentable avec ça. Pourtant, elle qui admettait dans L'Humanité du 7 novembre 2023 que « *la "solution à deux États" est caduque* » se retrouve sur les listes électorales pour les européennes de 2024... et alors le discours change : « *Si on peut agir politiquement au Parlement européen, il faut tenter de sauver un État palestinien au côté de l'État israélien.* » (15 mars 2024, 20 Minutes) La droiture politique ne fait visiblement pas long feu à la France insoumise. Cette « solution » à deux États n'est d'ailleurs qu'une marionnette que les institutions agitent depuis toujours, mais la réalité est claire : personne sur place n'en veut, qu'il s'agisse des Palestiniens ou d'Israël, qui depuis sa création s'efforce de réduire le territoire accordé à la Palestine. Quelle que soit la date à laquelle on remonte - 1947, 1967² - c'était une division inégale honteuse, mais aujourd'hui cette revendication est d'autant plus risible. Car elles sont belles les frontières palestiniennes d'aujourd'hui : ce qu'il en reste, ce sont quelques bandes de désert devenues prison à ciel ouvert, tandis que la véritable Palestine appartient à Israël. Ces discours ne servent que

2. Comme le revendique la France insoumise dans son programme pour les élections européennes de 2024.

la propagande sioniste. Son ultime mensonge consiste à faire croire au monde que les Juifs ne pourraient pas vivre aux côtés des Palestiniens dans un État unique laïque. Le problème est simple : la Palestine est une terre occupée. La seule contradiction antagonique, c'est celle entre l'occupant et l'occupé. Comment alors ne pas rire doucement face à cette propagande sioniste déguisée en solution « progressiste »?

Les bons élèves de la cause palestinienne

Et si l'on n'hésite pas à dénoncer ces politiciens opportunistes, qui ne font que récupérer la cause palestinienne pour servir leur agenda électoral en séduisant ces masses que le 7 octobre a soulevées, il faut reconnaître que bien des activistes sincères sont tombés dans ces filets : « *Pour éviter la censure, il faut calmer le jeu, ne pas dire certains mots.* » Pour éviter la censure,

En voulant être le bon élève de la cause palestinienne aux yeux de l'État, on sabote son propre combat

censurons-nous nous-même? En acceptant de moduler notre discours pour qu'il convienne aux normes fixées par l'État bourgeois, nous ne faisons rien d'autre que le servir. Les nouveaux militants sincères du mouvement s'en sont vite rendus compte au fil des mois : même les rassemblements les plus démocratiques, ceux



▲
Manifestation à Lyon, le 15 juin 2024.

qui se concentraient sur la question de l'aide humanitaire par exemple, se sont parfois fait interdire par les préfetures, ou alors une mairie refusait d'accorder le prêt d'une salle. Le constat est vite devenu clair : en voulant être le bon élève de la cause palestinienne aux yeux de l'État, on sabote son propre combat. Car à écouter Macron, Biden et autres impérialistes en tout genre, on tombe dans une boucle de l'absurde. En pleine campagne présidentielle américaine, qui voit s'opposer Kamala Harris, la nouvelle coqueluche des démocrates, contre Donald Trump, les sociaux-démocrates viennent nous clamer à la figure que Kamala vaut bien mieux que Trump. Peut-être que sous son mandat, les bombes qui ont tué 40 personnes au camp de réfugiés d'Al-Mawasi le 10 septembre dernier n'en auraient tué que 35? Peut-être que le cratère qui s'est formé là où se dressaient auparavant des tentes n'aurait pas mesuré 10 mètres de profondeur mais plutôt 9? Si aujourd'hui le terme de génocide a été acquis, si le soutien à la résistance se fait plus flamboyant malgré l'intense répression de l'État, c'est parce qu'une ligne juste a été défendue partout en France. Il s'agit d'être clair dessus. Défendre la libération inconditionnelle de la Palestine en rejetant la « solution » à deux États, apporter son soutien ferme à la résistance palestinienne, se battre pour le droit du peuple palestinien à choisir ses moyens de lutte et sa direction : voilà la seule ligne correcte qui se dégage après un an de lutte pour la Palestine en France.

◀ Au milieu d'un génocide, Macron a très chaleureusement accueilli le président israélien Isaac Herzog à l'Élysée le 26 juillet à l'occasion des JO.



La répression contre le mouvement de défense de la Palestine

En France, la répression des mobilisations populaires n'est pas nouvelle. Rien qu'en 2023, la bataille des retraites et la grande révolte de juin n'ont trouvé aucune réponse politique de la part de la bourgeoisie. Les seules réponses étaient celles des matraques, des gaz lacrymogènes et surtout des arrestations et condamnations à tour de bras. Pas de doute, l'État français est expert dans ce domaine, si bien que même des institutions internationales de la bourgeoisie comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) enquêtent à ce sujet et accusent la France.

Ce qui a été nouveau dans le cas de la Palestine, c'est la répression ciblée sur un mouvement de solidarité internationale qui, contrairement à ce qui a été affirmé dès octobre 2023, n'a en réalité engendré aucun « trouble à l'ordre public ». Dans les grandes villes comme Paris, les mobilisations internationales, qu'elles soient celles des diasporas ou de collectifs, ont toujours existé. Les rassemblements et événements pour la Palestine, eux aussi, ne datent pas d'hier et n'inquiétaient pas l'État. Mais voilà que depuis un an, la répression est montée d'un cran.

Pourtant, il n'y a pas eu de casse ni d'émeutes pour la Palestine. Ce qu'il y a eu par contre, c'est une mobilisation de centaines de milliers de personnes touchées au vif par la défense de la Palestine. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas des militants, pas des adhérents des associations de défense de la Palestine, mais spontanément ils se sont joints ou ont initié des mobilisations sous mille formes différentes. Qu'ils viennent des quartiers populaires, des lycées, de petites villes ou même de l'université, cette politisation accélérée contre l'impérialisme a été jugée dangereuse par l'État bourgeois.

De la même manière, l'État a voulu tuer le mouvement dans l'œuf dès le 8 octobre, en interdisant les rassemblements via les préfets et les maires de certaines grandes villes comme Toulouse. C'est également à ce moment-là que Darmanin faisait planer la menace de la



Des manifestants font face à des policiers anti-émeutes lors d'une marche de soutien aux Palestiniens place de la République à Paris, le 19 octobre 2023.

dissolution sur toutes les organisations qui avaient osé parler de la libération du peuple palestinien. Leur tactique était d'assimiler les manifestations à des actes antisémites pour neutraliser une partie importante du soutien

L'État croyait écraser le mouvement, il a en réalité convaincu un grand nombre des nouveaux activistes de la légitimité de la lutte anti-impérialiste

populaire à la Palestine. C'est que, pour les impérialistes, il est inconcevable de se mobiliser et de défendre la lutte d'un peuple pour sa libération. Petit à petit, à mesure que l'ampleur du massacre à Gaza et en Cisjordanie devenait claire pour tout le monde, l'État a changé de tactique, préférant à la répression directe le pari de l'isolement des collectifs par rapport aux masses et de l'inertie de la mobilisation pour que « ça se tasse ».

Toujours est-il que dans chaque ville, une gé-

nération de courageuses et courageux défenseurs de la Palestine ont connu les pressions policières dans leurs rassemblements, les convocations au poste de police pour des partages sur les réseaux sociaux, voire les arrestations, comme les étudiants des universités lors du printemps 2024. L'État croyait écraser le mouvement, il a en réalité convaincu un grand nombre de ces nouveaux activistes de la légitimité de la lutte anti-impérialiste et de la nécessité de sortir des carcans mous et opportunistes qui l'emprisonnent, notamment dans le cas de la Palestine.

Des milliers de personnes ont été verbalisées pour avoir porté des drapeaux, des syndicalistes comme Timothée Esprit ou Jean-Paul Delescaut de la CGT ont été respectivement viré et condamné à de la prison avec sursis pour « apologie du terrorisme » en réaction à leur soutien à la Palestine. Des responsables de collectifs, des soutiens vocaux à la Palestine et même des politiciens ont été convoqué au poste de police pour des paroles rapportées. Toutes ces tentatives d'intimidation n'ont pas éteint la flamme qui brûle dans le cœur des défenseurs de la Palestine. Cela prouve qu'il y a, en France, un terrain particulièrement fertile pour développer une défense combative et anti-impérialiste de la libération de la Palestine.



Manifestation en soutien à la Palestine, place de la République à Paris.

Les opportunistes et les pacificateurs dans le mouvement palestinien

Dans les manifestations du samedi et les divers groupes politiques, le peuple palestinien connaît tant d'alliés que de « faux-amis ». Il y a de nombreuses influences, des positions opportunistes, qui tentent de dominer. Cette réalité développe diverses attitudes au sein du mouvement, touchant jusqu'aux militants les plus sincères. Il est surtout important d'y voir clair pour les personnes qui viennent se plonger dans ce mouvement et se retrouvent face à toutes ces idées contradictoires sur la manière de défendre la Palestine.

Les récentes élections européennes et la dissolution de l'Assemblée ont montré une des principales armes de l'opportunisme : l'électoralisme. Certains politiciens et groupes politiques ont poussé la démagogie au point de venir prendre la parole dans les manifestations, qu'ils ne côtoient plus depuis des mois, pour culpabiliser les électeurs en faisant campagne. La survie des Palestiniens dépendrait alors du nombre de députés élus. Comme toute tactique électorale, la nécessité de convaincre largement demande de mettre sous le tapis les principes élémentaires et de mentir ouvertement.

« Nous soutenons le peuple palestinien » mais uniquement s'il est victime, s'il ne prend pas les armes. « Nous soutenons le peuple palestinien », mais pas le droit au retour des réfugiés dans ce qui est aujourd'hui l'État d'Israël.

Au fond, on tombe dans une défense purement « humanitaire » de la Palestine, où l'oppression ne serait pas un problème, tant qu'elle ne fait pas « trop de dégâts »

« Nous soutenons le peuple palestinien », mais notre soutien est conditionné à notre avis sur la ligne politique des forces qui composent la résistance. « Nous soutenons le peuple palestinien », mais nous soutenons aussi le droit d'existence d'un État sioniste occupant le territoire palestinien depuis 1948. Le problème ne serait pas la nature impérialiste du

projet sioniste, mais « le gouvernement de Netanyahu ». Au fond, on dépolitise ici la question, et on refuse de voir le problème là où il se trouve. On tombe dans une défense purement « humanitaire » de la Palestine, où l'oppression ne serait pas un problème, tant qu'elle ne fait pas « trop de dégâts ».

Ces attitudes sont à la fois symptômes et produits d'un problème plus général de l'opportunisme : le légalisme. Tant dans la réaction aux interdictions de manifester, dans les argumentaires uniquement basés sur le « droit international », que dans la posture électorale, la source du problème est de ne jouer que dans le cadre des règles du droit impérialiste. A contrario et malgré la brutalité de la propagande sioniste impérialiste depuis un an, la mobilisation combative des soutiens au peuple palestinien a permis de grandes avancées pour des millions de personnes. La reconnaissance du droit et de la nécessité de la résistance armée a connu un nouveau souffle, tant en Palestine que dans les larges masses à travers le monde. L'hypocrisie des gouvernements impérialistes, particulièrement occidentaux, ainsi que des faux soutiens des dirigeants des États arabes qui leur sont inféodés, a été elle aussi exposée aux yeux du monde. Le château de cartes des positions opportunistes n'a pas fini de s'effondrer.

Actions de solidarité avec le peuple palestinien à travers la France

Pendant un an, les organisations de la jeunesse révolutionnaire et des quartiers n'ont eu de cesse d'organiser des événements populaires pour agiter autour de la défense de la Palestine. Voilà quelques exemples :



RENNES

Le « Tournoi pour Gaza » a réuni environ 2000 personnes le 15 septembre à Rennes pour une levée de fonds, avec des ventes de produits de Palestine, des activités culturelles et sportives pour tous les âges. Une première édition avait réuni 3000 personnes au mois de juin.

FÊTE DE L'HUMA

À la fête de l'Humanité mi-septembre, une manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah a eu lieu.



NANTES

Un repas populaire a été organisé autour de la défense de la Palestine avec les habitants du quartier Malakoff à Nantes. Ce repas solidaire a été l'occasion de mettre en avant la campagne de levée de fond pour le Centre Culturel Tanweer.

LYON ▶

Un grand meeting a été donné dans la ville (en bas) qui avait déjà accueilli plusieurs milliers de manifestants le 15 juin lors d'une grande manifestation combative et populaire (à droite).



▼ HÉROUVILLE

Une grande conférence rassemblant plus d'une centaine de personnes a eu lieu à Hérouville, en banlieue de Caen. Sur scène, les organisateurs ont défendu la résistance palestinienne et Georges Abdallah.



▶ TOULOUSE

Des actions et manifestations ont été organisées dès le mois d'octobre 2023 au quartier du Mirail, soutenues par le CPES (Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité).



▶ LIMOGES

Une centaine de personnes ont participé à une fête dans le quartier de Beaubreuil à Limoges. Les enfants sont partis en manifestation spontanée dans leur quartier, puis un grand drapeau palestinien a été lâché au dessus d'un pont.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 BANGLADESH

Depuis début septembre, la classe ouvrière bangladaise proteste et bloque les principales zones industrielles du pays. On parle de plus de 160 usines de vêtements fermées à cause de blocus, ainsi que des usines de céramique, de produits pharmaceutiques et sanitaires... La liste des revendications contient 11 points, parmi lesquelles des augmentations de salaires, des jours de congés pour les travailleurs pendant les vacances et la réembauche des ouvriers licenciés. Le prolétariat a fait face non seulement aux propriétaires des usines et à la police, mais aussi à la bureaucratie syndicale, qui a accusé les manifestants de « vandaliser » les usines. Les manifestations les plus intenses ont été à l'initiative des chômeurs qui protestaient contre la crise et réclamaient des emplois, ce que les directeurs des usines ont refusé. Ils ont ensuite été rejoints par des milliers de prolétaires des usines. Plusieurs axes routiers importants du pays ont été bloqués, notamment par des femmes prolétaires qui réclament l'égalité des conditions de travail. Pour tenter de débloquent les routes, l'armée a été envoyée sur place aux côtés de la police. Les manifestants ont blessé plusieurs policiers et briseurs de grève, et des slogans comme « *Travailleurs du monde entier, unissez-vous !* » ont pu être entendus lors des manifestations.

Juste après les mobilisations, la bourgeoisie a accepté de payer un mois de salaire et d'accorder un jour de congé à 3000 prolétaires en lutte dans la région de Gazipur. En outre, la grande bourgeoisie du secteur de l'habillement a décidé d'abolir les « listes noires » des travailleurs qui ont participé aux mobilisations et aux manifestations et qui se sont vu refuser la possibilité d'obtenir un emploi dans le secteur. Cependant, le prolétariat ne s'est pas contenté de ces miettes et a poursuivi sa mobilisation, tout comme les étudiants. Parmi leurs revendications : une augmentation de salaire de 15 %, 18 jours de congés payés et une prime pour les équipes de nuit.

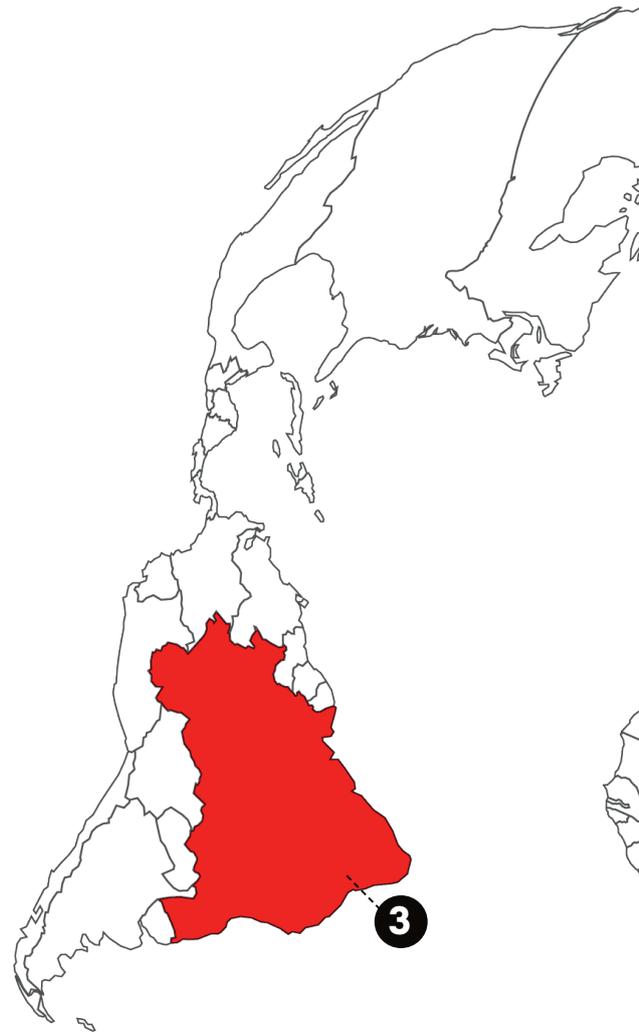
2 INDE

Le 9 septembre, le corps d'un étudiant indien a été retrouvé dans sa chambre d'hôtel à Guwahati (état d'Assam, nord-est du pays). Le jeune homme étudiait à l'Institut indien de technologie de Guwahati (IIT-G). Il semble que l'étudiant se soit suicidé. Le même jour, plus de 3 000 étudiants se sont rassemblés pour réclamer justice et dénoncer le traitement inhumain réservé aux étudiants par l'administration de l'IIT-G. Ils ont demandé la démission de certains hauts responsables de l'université. Ce n'est pas le premier suicide d'un étudiant à l'IIT-G en 2024. Le lundi, les autorités ont méprisé la colère des étudiants, se sont moquées des personnes décédées et ont interdit aux journalistes d'entrer sur le campus pendant les manifestations. Mais deux jours plus tard,

les manifestations n'ayant pas cessé, plusieurs hauts fonctionnaires de l'institut ont été contraints de démissionner, et de nouvelles discussions ont eu lieu sur les mesures à appliquer. Toutefois, les étudiants continuent de réclamer la démission de hauts fonctionnaires et de certains enseignants de l'IIT-G.

Toujours en Assam, la même semaine, une tentative d'expulsion des paysans des terres de l'État a été menée, à laquelle ont répondu les paysans qui vivent et travaillent sur ces terres. Plus d'un millier de manifestants ont affronté la police à coups de couteaux et de pierres. Les forces de répression ont tiré à balles réelles sur eux, tuant deux civils. 35 autres personnes ont été blessées, dont 22 policiers.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses manifestations qui se déroulent en permanence en Assam, état limitrophe du Manipur, qui a une longue histoire de protestations et de luttes de toutes sortes contre le vieil État indien. Il y a quelques années seulement, des affrontements armés ont éclaté dans les états d'Assam et de Mizoram, faisant plusieurs victimes parmi les forces de répression fascistes. Cette situation en Assam est l'expression du caractère conflictuel du nord-est de l'Inde et du caractère explosif de la situation dans le sud-est asiatique en général et, en particulier, dans le vieil État indien. Dans cette région, le Manipur est de plus en plus incontrôlable, de même que d'autres régions, il suffit d'une petite étincelle pour mettre le feu à la colère des masses et déclencher des rébellions, comme c'est le cas aujourd'hui en Assam.





les sécheresses récentes. Impulsée par la progression du latifundium dans la région, la diminution de la quantité d'eau dans les rivières a affecté les revenus de milliers de pêcheurs et de petits producteurs de la région, à qui l'État brésilien n'accorde aucune importance.

4 BELGIQUE

Un camp d'été révolutionnaire s'est tenu cet été en Belgique, d'après une vidéo publiée fin août. On peut y voir des dizaines de personnes rassemblées pour différentes activités. Pendant le camp, les militants ont salué en masse et à l'unisson la Ligue des paysans pauvres (LCP) du Brésil.

Dans la vidéo, on peut voir une militante intervenir lors d'une conférence sur la situation de la lutte pour la terre au Brésil. « *Au Brésil, les masses résistent aux attaques de la contre-révolution* », dit-elle. Puis un énorme bloc d'activistes crie, en portugais : « *Un, deux, trois, quatre, cinq mille ! La Ligue avance, dans tout le Brésil !* »

Le camp a organisé diverses autres activités, notamment des actions de solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour la libération nationale. Les militants ont entonné des chants, brandi des banderoles et évoqué les luttes en cours en Palestine et dans le monde. Ils ont également souligné l'importance de la Ligue anti-impérialiste (LAI). La LAI est une organisation révolutionnaire qui a récemment publié ses documents de base et a organisé des réunions dans différents pays pour consolider ses fondations. Un militant a indiqué que « *de nouveaux comités révolutionnaires ont été créés pour mettre en œuvre la LAI* », tandis que d'autres ont crié « *Vive la Ligue anti-impérialiste ! À bas l'impérialisme !* »

► Voir la vidéo du camp d'été :



3 BRÉSIL

Entre le 5 et le 6 septembre, une centaine d'habitants des communautés de l'état d'Amazonas (nord-ouest du Brésil) ont confisqué plus d'une tonne de nourriture sur un radeau échoué sur la rivière Madeira. L'affaire est emblématique de la colère de la population qui, en raison de la faim permanente, a abouti à une action menée par les masses. Selon la presse locale, un radeau d'une entreprise de transports en provenance de Rondônia et à destination de Manaus s'est arrêté sur un banc de sable à proximité du quartier d'Auxiliadora. À ce moment-là, des paysans de la région se sont emparés du bateau et ont confisqué toute la nourriture, emportant avec eux du sucre, des caisses d'huile, de la farine de blé, des portions de nourriture et des caisses de lait concentré. Selon les marins, beaucoup de ces paysans étaient armés. D'après l'Institut brésilien de géographie et de statistique en 2020, dans l'état d'Amazonas, la faim touche près de 2,7 millions de personnes, ce qui place cet État à l'avant-dernière place du pays en matière d'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, les chercheurs pensent que la situation pourrait être encore pire, la crise alimentaire s'étant encore aggravée au cours de l'été avec



◀ Michel Barnier serre la main à Bruno Retailleau (à droite), en présence de Laurent Wauquiez (centre), lors des journées parlementaires des LR le 12 septembre dernier.

Gouvernement Barnier : une **crise de régime en développement** et l'absolutisme présidentiel

Plus de deux mois, c'est le temps qu'il aura fallu pour que Macron nomme un premier ministre. C'est donc Michel Barnier, 73 ans, politicien habitué des positions à responsabilité dans les institutions françaises (4 fois ministre, député et sénateur) et européennes (commissaire européen, négociateur du Brexit) qui devient premier ministre. C'est un réactionnaire, membre du parti Les Républicains, pourtant 5^{ème} groupe de l'Assemblée nationale. Sa nomination confirme ce que nous écrivions dès la dissolution : la crise politique en France a entamé sa transformation en une crise de régime qui touche l'État tout entier.

Une crise politique de longue haleine

Premièrement, nous pouvons parler des événements qui ont mené à cette nomination. Tout d'abord, l'éclatement des forces au Parlement

créé une situation où chacune des 3 forces politiques principales (NFP, macronistes, RN) ne peut pas assurer seule la gouvernance sans être renversée par les deux autres. Dans ce contexte, le NFP, après une tragi-comédie qui aura duré des jours, nomme Lucie Castets, un profil technocrate « progressiste », comme

La crise politique se développe sur la base d'un grave déficit public laissé par l'administration Attal

« candidate à Matignon ». A partir de là, la tactique du NFP est de pousser en bloc Lucie Castets, jusqu'à affirmer que Macron a un devoir constitutionnel de le faire, même si cela conduit à une censure du gouvernement.

De l'autre côté, le camp macroniste se recompose non pas pour gouverner maintenant, mais pour préparer 2027. Sachant très bien que ceux qui vont aller au gouvernement cette fois-ci sont des fusibles (même le Premier Mi-

nistre), beaucoup sortent du bois pour la future présidentielle mais pas pour gouverner. En vrac, Edouard Philippe, qui annonce de façon directe sa candidature, mais aussi avec des tactiques différentes Le Maire, Darmanin et Attal.

Quant au RN, il a accepté la position de faiseur de rois, lui qui veut accentuer la crise pour se hisser au sommet de l'État avec un exécutif déjà taillé pour l'exercice du pouvoir. Ainsi, malgré sa promesse d'opposition « constructive » à Barnier, le RN a déjà annoncé préparer de futures législatures, et surtout 2027.

Cette crise politique se développe sur la base d'un grave déficit public qui est laissé par l'administration Attal (et plus largement par les gouvernements successifs nommés par Macron). Ce manque à gagner dépasse désormais le déficit français lors de la crise de 2008. Ainsi, cette situation sera utilisée par toutes les forces politiques pour justifier leurs échecs dans la gestion de la crise ou pour attaquer leurs adversaires. Par exemple, le RN a mis une ligne rouge à la hausse des impôts par Barnier dans son budget 2025, ce qui ne laisse

que l'austérité budgétaire comme option. C'est le gouvernement de la dette, ils vont faire payer les prolétaires.

Macron, l'absolutisme présidentiel et la crise de régime

Mais il y a une personne que les médias bourgeois aiment oublier. C'est Macron. Il n'est évoqué que pour parler de la nomination du gouvernement. L'ensemble des acteurs politiques bourgeois se mettent à parler de « *crise de régime* ». C'est le cas par exemple du patron du Parti Socialiste, Olivier Faure, qui l'a dit lorsque Barnier a été nommé à la place de Castets.

Mais il se trompe. La crise de régime en développement n'est pas une simple crise de gouvernement. Ce n'est pas « *Macron qui piétine la constitution* ». Ce n'est même pas que Macron n'en respecte pas l'esprit. Au contraire, il parachève l'œuvre de la 5^{ème} République, une « *république bâtarde* » créée pour la crise afin de renforcer la centralisation du pouvoir. Elle visait à conjurer l'instabilité politique française historique selon De Gaulle et à la restructuration de l'impérialisme français (« *décolonisation* »). Aujourd'hui, le contexte de Guerre Froide a été remplacé par les affrontements entre les USA et la Chine ou encore l'OTAN et la Russie. Cela entraîne une réorganisation de l'impérialisme français qui explique notamment les mouvements récents de l'armée française en Afrique, la dynamique de réindustrialisation... afin de peser dans ce conflit. Il faut donc un État fort pour mener ces réformes.

Ce que ne voient pas les politiciens bourgeois, notamment la gauche, c'est que Macron peut désormais maintenir son pouvoir et gouverner grâce au « *consensus* » et à la « *cohabitation* », sans même que la politique faite par le gouvernement soit absolument « *la sienne* » ou bien une opposition. C'est pourtant la norme ! Quelle que soit la durée du gouvernement Barnier, ou de ceux qui seront nommés après lui, Macron à la tête du navire peut maintenir sereinement le cap en faveur des intérêts de la bourgeoisie monopoliste française avec ses mesures réactionnaires anti-populaires. Macron est donc bien l'ennemi numéro 1 des prolétaires : c'est lui qui est à l'origine et la manœuvre de toutes les réformes les plus agressives depuis 7 ans, c'est lui qui sert la restructuration de l'appareil d'État des impérialistes pour leur propre intérêt.

C'est la constitution même qui lui donne ses pouvoirs : les articles 8 à 19 délimitent les responsabilités étendues du Président. Sa nomination du Premier Ministre, sa présidence du

conseil des ministres et sa promulgation des lois lui permettent d'arbitrer les pouvoirs du Parlement. Il a utilisé ces attributions pour nier le Parlement pendant 7 ans. Ainsi, des députés macronistes eux-mêmes se plaignaient que l'Assemblée était une « *chambre d'enregistrement* ». Il peut s'élever au-dessus du Parlement et du gouvernement par son pouvoir de référendum présidentiel (plébiscite historiquement réactionnaire) et de dissolution. Il tient l'exécutif d'une main de fer par son pouvoir de

Ce n'est pas un retour en arrière : c'est un développement de la décomposition de l'impérialisme français, une réactionnarisation qui ne passe pas pour le moment par le fascisme

signer les décrets et de nommer aux fonctions publiques. Il conserve le pouvoir diplomatique et militaire et est le seul à avoir le pouvoir d'imposer l'état d'exception. Le site *Nuevo Peru* dit à ce sujet : « *comme le disait le fasciste Carl Schmitt, celui qui a le pouvoir de déclarer un état d'exception est celui qui exerce la souveraineté* ». La bourgeoisie française ne s'y est pas trompée, elle a besoin d'un Président fort même si le Parlement est divisé.

Ainsi, les développements récents dans la politique bourgeoise française montrent une crise de régime en croissance non pas parce que Macron ne peut plus agir, mais bien parce qu'il agit désormais exactement de la manière dont la fonction présidentielle a été conçue par De Gaulle : un « *monarque républicain* », arbitre au-dessus des partis, représentant direct, ouvert et fort de la bourgeoisie monopoliste. Les forces politiques de gauche et de droite avaient cherché pendant des décennies à accommoder ce système avec des présidents issus des partis politiques, dépendants d'eux et de leurs sièges au parlement, gouvernant tour à tour dans des cohabitations ou des domina-

tions sans partage qui alternaient.

Désormais, le régime est incarné dans son esprit originel, mais avec une pratique nouvelle où les acteurs impuissants (groupes au parlement, partis politiques, personnalités comme Hollande) jouent des rôles nouveaux. La pièce de théâtre médiatique est grotesque. Mais ce n'est pas un retour en arrière, à la situation de 1958. Au contraire, c'est un développement de la décomposition de l'impérialisme français. C'est une réactionnarisation qui ne passe pas pour le moment par le fascisme, mais bien par un renforcement de l'absolutisme présidentiel. C'est Macron, le Président, c'est-à-dire la bourgeoisie, et ni son parti, ni le gouvernement, qui profite de cette situation pour avoir les mains libres pendant les 3 prochaines années. Le RN, à l'affût, peut viser de rafler un État et une classe bourgeoise prêts à un pouvoir encore plus absolu.

Cependant, dans une démocratie bourgeoise, on ne peut pas gouverner sans le peuple, sans les masses. C'est de là que vient la légitimité, même factice, du gouvernement. Ces millions de votes anonymes qui font croire que la majorité soutient la politique de tel ou tel bord de la bourgeoisie monopoliste.

Dans ce contexte, comme le dit Lénine, c'est « *la nécessité qui fait apprendre* ». Ainsi, la gauche, en jouant à fond le jeu parlementaire et en lisant la constitution de la 5^{ème} République comme si elle était favorable au Parlement, mais aussi le RN en acceptant la position de faiseur de rois, imposent tous les deux une nécessité furieuse aux masses qui ont voté. Rappelons que les élections législatives de 2024 ont vu une participation très élevée de 66 %. Les 10 millions d'électeurs du NFP, et les 10 millions d'électeurs du RN, c'est-à-dire 2/3 des votants, ont vu leur « *choix électoral* » être nié en bloc. Mélenchon a dit, après la nomination de Barnier : « *l'élection a été volée* ». Il n'a pas tort ! Mais sa conclusion est qu'il faut aller voter à nouveau aux prochaines échéances. Il ne se rend pas compte que le sentiment qui prédomine dans les larges masses, c'est le dégoût de la farce électorale, le divorce entre les sommets de l'État bourgeois et le prolétariat de France. Le boycott et le rejet des institutions n'ont jamais eu autant d'écho. Et si elle était là, la véritable crise que craint la bourgeoisie ?

Théorie : l'importance mondiale et historique de la lutte actuelle en Palestine

Quelle est la place de la Palestine dans la lutte révolutionnaire des peuples à l'échelle mondiale ? Cette question brûlante d'actualité mérite une réponse tant elle porte d'importance dans la lutte anti-impérialiste. Car si la Palestine compte énormément au Moyen-Orient en particulier, elle dépasse largement les frontières et est une lutte connue et reconnue mondialement, des camps paysans du Brésil jusqu'aux universités au cœur de l'impérialisme US.

Comment bien comprendre l'importance mondiale et historique de cette lutte ? C'est la question à laquelle nous allons répondre dans cet article.

Tout d'abord, la lutte du peuple Palestinien est exemplaire par sa durée et son implacabilité.

Déjà à l'époque de la guerre du Vietnam, les révolutionnaires d'Asie, disaient que la lutte Palestinienne et les luttes en Asie orientale (Chine, Vietnam, Laos, Cambodge...) constituaient « deux parenthèses qui délimitaient un continent en lutte contre l'impérialisme » (Beijing Review). Cette image n'est pas un hasard.

En effet, l'impressionnante longévité de la lutte du peuple palestinien n'est pas le témoignage d'une époque reculée. Au contraire ! Malgré les tentatives répétées de faire capituler le peuple palestinien (pour ne citer qu'elles, le plan Rogers 1970, camp David 1978, Madrid 1991, Oslo 1993...), aucune machination n'a pu éradiquer la position juste de la libération nationale par la guerre révolutionnaire.

En 1971, le dirigeant de la délégation palestinienne en Chine prononçait ces mots devant 10 000 personnes venues célébrer la « Semaine Internationale de la Palestine » : « *La longue histoire de lutte de l'humanité confirme une vérité scientifique importante : pour*

les peuples opprimés qui souffrent de l'oppression et de l'occupation étrangères, la souveraineté sur leur destin ne peut être gagnée que par la voie de la lutte armée, d'une guerre populaire de libération. Confrontée au sionisme, la révolution palestinienne s'est rendu compte, grâce à une juste guerre de libération, que son ennemi n'est pas seulement le sionisme avec ses organes expansionnistes et racistes, mais aussi l'ennemi numéro un des peuples de tous les pays - l'impérialisme dans le monde, dirigé par les États-Unis, et ses complices. »

Plus de 50 ans plus tard, cette vérité basique de la lutte du peuple palestinien

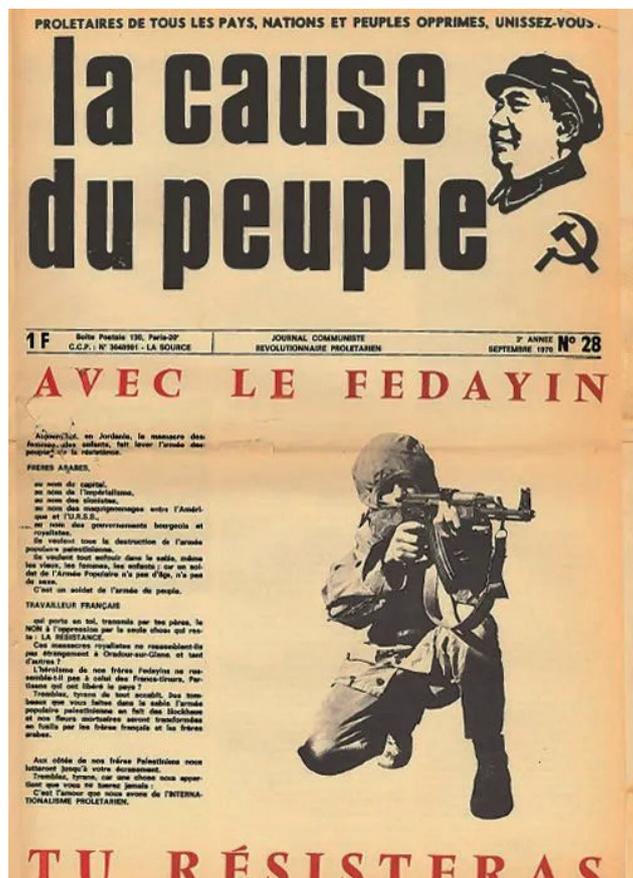
n'est elle pas encore plus vraie ? Peu importe que celui qui a prononcé ces mots, Yasser Arafat, les ait renié en approuvant les plans impérialistes des années plus tard. La lutte du peuple palestinien a surmonté les trahisons des dirigeants bourgeois qui finissent toujours par vendre l'avenir de leur peuple pour un « État » factice ou des maigres concessions.

Car c'est bien la combativité continue du peuple palestinien qui ne cesse d'inspirer. Les forces armées du peuple palestinien, quelle que soit leur allégeance, fonctionnent bien comme des guérillas, disparaissant et apparaissant en fonction de la situation, se mêlant dans les masses et s'enracinant en elles. Aujourd'hui, l'exemple des tunnels de Gaza est particulièrement parlant à ce sujet.

Si l'on prend en compte les centaines de milliers de participants aux soulèvements récurrents contre l'occupation depuis l'Intifada, le nombre de combattants au sein du peuple palestinien atteint des niveaux énormes, bien supérieurs proportionnellement à la mobilisation de forces conventionnelles (par exemple l'armée russe de conscrits en Ukraine) ou même insurrectionnelles (comme les Talibans en Afghanistan lors de leur victoire en 2021 contre l'armée US).

Par leurs liens culturels, linguistiques et religieux, les Palestiniens agissent réellement comme une avant-garde pour les peuples arabes qui les entourent. L'opinion des masses en leur faveur dans tous les pays arabes le prouve. Dans les pays limitrophes (Liban, Jordanie) où de nombreux réfugiés palestiniens vivent, cette réaction est attendue. Mais on voit que ce mouvement est largement plus étendu : Yemen, Maroc, Turquie, Algérie... Même dans les pays où les dirigeants réactionnaires ont tourné le dos et fermé les yeux, les masses ne se sont pas trompées et ont immédiatement adopté la position du peuple palestinien.

Mais plus largement, cette résistance acharnée, de plus de 7 décennies, contre l'occupation et pour la libération nationale, constitue un phare mondial. Il n'est pas étonnant qu'en



◀ Numéro 28 de La Cause du Peuple, paru en septembre 1970. La Une titre : « Avec le Fedayin tu résisteras ».

Asie, Afrique et surtout en Amérique Latine, les secousses de la lutte en Palestine soient ressenties. La Ligue des Paysans Pauvres (LCP) du Brésil affirmait justement en décembre 2023 : « *Nous sommes frères contre un même ennemi. [...] Nous sommes les Palestiniens du Brésil!* ».

Cette compréhension juste et correcte de la situation est un exemple de l'esprit internationaliste porté en 1963 dans la « Lettre Chinoise » : « *C'est pourquoi la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme n'est pas du tout une question à caractère régional, mais une question qui concerne l'ensemble de la cause de la révolution mondiale du prolétariat.* » Elle doit nous inspirer jusqu'à la France, un pays impérialiste qui appuie le sionisme pour son propre intérêt.

Le 7 octobre, une contre-offensive tactique aux effets stratégiques

Comment la situation a-t-elle évolué avec le 7 octobre? Les impérialistes voulaient bel et bien enterrer la question palestinienne avant cela. Avec les accords d'Abraham et les plans US dans la région, le peuple palestinien devait selon eux se disperser aux quatre vents et être effacé de l'Histoire. Bien sûr, nous aurions vu à la télévision régulièrement des images de massacres, des nouvelles colonies sur les terres palestiniennes, mais l'opinion favorable à la Palestine aurait adopté le défaitisme et la conciliation.

La contre-offensive tactique du 7 octobre a remis la Palestine au centre de l'attention du monde entier. En cela, et en bien d'autres aspects encore, on peut trouver certaines ressemblances avec l'offensive du Têt au Vietnam en 1968. Cette comparaison, développée dans certains magazines bourgeois (*Politico, Time, The National Interest*) n'est pas anodine. L'offensive du Têt est aujourd'hui considérée comme un tournant dans la guerre du Vietnam, où la libération totale de la péninsule et le retrait des troupes américaines apour la première fois été concrètement possible.

Pourtant, dans les mois qui ont suivi cette offensive, la destruction et la violence ont été déchaînées par les impérialistes et leurs alliés Sud-Vietnamiens. 15 000 civils vietnamiens sont tués, 630 000 deviennent réfugiés, les pertes des forces révolutionnaires sont 3 fois plus élevées que celles des occupants et des collaborationnistes. Dans le Sud-Vietnam, le régime recrute 200 000 hommes de plus et les US envoient davantage de troupes.

Mais la société sud-vietnamienne explosait en



Action menée par la Ligue des Pays Pauvres (LCP) au Brésil.

même temps en plein vol : la bourgeoisie pro-US s'isolait de larges portions du peuple qui considéraient que le gouvernement ne pouvait pas protéger les citoyens, et que le président était un « petit dictateur ». Des manifestations

éradiqué le Hamas ou toute autre force de résistance. Au contraire, l'accord signé par toutes les factions palestiniennes à Pékin en juillet 2024 pour « *l'unité nationale* » montre que le rapport de forces au sein des factions palestiniennes n'est plus en faveur de la capitulation mais bien de la lutte.

« La lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme n'est pas du tout une question à caractère régional, mais une question qui concerne l'ensemble de la cause de la révolution mondiale du prolétariat. »

En guise de conclusion

Voilà un an que la Palestine est dans toutes les bouches et dans tous les esprits. Ça n'est pas un hasard. Nous avons vu que cette grande lutte de libération nationale a un retentissement mondial. Nous avons aussi vu que la contre-offensive tactique du 7 octobre conduit à des conséquences d'importance stratégique pour la lutte du peuple palestinien et pour la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme en général.

Ainsi, la place particulière de la Palestine se clarifie. La Ligue Communiste Internationale indique dans son document de fondation : « *Il y a deux forces qui opèrent dans le mouvement révolutionnaire dans le monde entier : le mouvement communiste international et le mouvement de libération nationale, le premier étant la direction et le second la base.* » À l'heure actuelle, la lutte de libération nationale du peuple palestinien représente bien la force de base du mouvement révolutionnaire. Pour triompher, elle se hissera au rang de réelle révolution palestinienne grâce à une direction prolétarienne. Elle est déjà aujourd'hui un phare, un centre, qui attire l'attention de tous et permet de tirer des leçons. En tant que révolutionnaires, nous devons être attentifs à cette réalité et bien saisir à tous les instants l'importance de cette lutte.

avaient lieu, réprimées par l'État. L'opinion internationale et US passait de plus en plus dans le camp opposé à la guerre. Toute ressemblance avec Israël n'est pas accidentelle.

Bien sûr, il y a des limites à la comparaison, mais ces quelques lignes seulement suffisent pour comprendre simplement comment le 7 octobre 2023 peut avoir, en Palestine, des ramifications stratégiques. Malgré son agressivité que même l'impérialiste Biden a souhaité tempérer, le commandement israélien n'a pas

En Kanaky, l'ordre colonial ne règne plus

Depuis le 13 mai 2024 et le début de la Grande Révolte kanak en « Nouvelle-Calédonie », les forces d'occupation françaises peinent à faire revenir l'ordre sur l'archipel. Le peuple kanak pleure aujourd'hui onze de ses enfants, tués par la gendarmerie ou les colons français.

Les derniers morts de la répression ont été abattus par le GIGN dans la nuit du mercredi 18 à jeudi 19 septembre à Saint-Louis, au sud de Nouméa. Les deux hommes de 29 et 30 ans étaient suspectés d'avoir participé à la résistance armée et étaient recherchés depuis le mois de juillet par l'État français. Le mort précédent avait été abattu le 15 août par la gendarmerie française, dans une de leurs opérations de « reconquête » de la Brousse¹. La résistance kanak tenait tête héroïquement aux forces d'occupation, répondant selon le procureur par : « *des jets de pierre, des cocktails Molotov et des tirs d'arme à feu* ». Les forces armées françaises prétendaient avoir « *riposité* » sur ce territoire qui n'est pas le leur.

Un mois plus tôt, c'est Rock Victorin Wamytan qui était abattu par le GIGN lors d'une opération de « débloqué » alors qu'il barrait héroïquement la route aux gendarmes le 10 juillet. Il était le neveu du grand chef coutumier kanak et président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan. Dans un communiqué, l'ensemble des organisations indépendantistes et chefs coutumiers ont dénoncé par ces mots cet assassinat : « *L'État français a commis un acte de guerre* ».

Au mois de juin, l'État impérialiste français a procédé à un grand coup de filet dans la direction du Mouvement National Kanak. Treize indépendantistes ont été mis en examen, dont sept incarcérés, déportés en métropole et placés à isolement. En réaction, des points de blocage avaient été réinstallés et durcis, paralysant toute une partie de la Brousse.

Après leur arrestation, les indépendantistes sont restés menottés pendant une trentaine d'heures, avec interdiction de parler, alors qu'ils sont transférés de l'autre côté de la terre, à 17 000 km de chez eux. Parmi eux, Frédéric-

1. Espaces ruraux de la Grande Terre, contrôlés en grande partie par les indépendantistes kanaks depuis la semaine du 13 mai.



Christian Tein, président du FLNKS détenu en France.

rique Muliava et Brenda Wanabo-Ipeze ont pu sortir de prison le 10 juillet, peu après l'assassinat de Rock Victorin Wamytan. Assignées à résidence en métropole, elles dénoncent à la « *pratique coloniale* » de la « *déportation politique* ». Christian Tein, porte-parole de la CCAT² et toujours détenu dans la prison de

La main de fer de l'impérialisme français sur la Kanaky repose sur son positionnement stratégique, afin de servir de base avancée dans le Pacifique contre la Chine et les autres puissances environnantes

Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), a été récemment élu Président du FLNKS³, devenant le principal dirigeant du Mouvement National Kanak.

Depuis le début de la Grande Révolte, 13 personnes sont mortes sur l'archipel : principalement de jeunes Kanaks, tués par des miliciens

2. Cellule de Coordination des Actions de Terrain, organisation coordonnant les actions de résistance et de blocage.

3. Front de Libération National Kanak et Socialiste, organisation fédérant la majorité des composantes du mouvement indépendantiste Kanak.

blancs ou des gendarmes. Deux gendarmes ont été tués, dont l'un par un de ses collègues. Le bilan des émeutes depuis le 13 mai est très lourd : environ 3000 personnes arrêtées, 200 maisons incendiées ou pillées et près de 900 entreprises et commerces mis hors d'activité. Le gouvernement français estime le « préjudice » total à 2,2 milliards d'euros, soit environ deux fois plus que les Grands Soulèvements de Juin 2023, en métropole. Des centaines de familles françaises ont pris la décision de faire leurs valises et de quitter définitivement la colonie.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans des articles précédents, la main de fer de l'impérialisme français sur la Kanaky repose sur son positionnement stratégique afin de servir de base avancée dans le Pacifique contre la Chine et les autres puissances environnantes. Ses ressources en nickel massives, malgré toute la propagande pour les déclarer non-rentables et fermer les mines et usines, en font une terre stratégique. Ce qui n'est pas rentable aujourd'hui le sera demain, et 25 % des réserves mondiales, ce n'est pas une ressource qui s'abandonne comme ça. Voilà la raison de l'agressivité française.

Début septembre, le FLNKS a tenu son congrès annuel divisé, les forces ne soutenant pas la CCAT ayant boycotté l'événement. Après la récente tentative de coup de force de l'État français pour dégeler le corps électoral, la page de la conciliation semble avoir été tournée, c'est un nouveau chapitre de lutte qui s'ouvre.

Timothée Esprit : l'unité au cœur du combat contre la répression !

Le 21 mai 2024, Timothée Esprit, ouvrier de l'usine chimique de TORAY CARBON FIBERS s'est vu convoqué à un entretien préalable à licenciement. Timothée est un militant syndical de combat, secrétaire fédéral de la Fédération Nationale des Industries Chimiques de la CGT (FNIC-CGT), qui mène la lutte dans son entreprise de plus de 12 ans pour la dignité ouvrière et l'exploitation capitaliste.

Il est accusé d'avoir publié des photos, sur son profil Facebook, de combattants du Front Populaire de Libération de la Palestine. C'est la bonne excuse : la direction de l'entreprise cherche depuis longtemps à évincer les salariés gênants pour ses intérêts. TORAY a donc clairement pour objectif de briser le syndicat CGT de l'entreprise, car celui-ci lui donne du fil à retordre : mené par Timothée, ce caillou dans la machine capitaliste est leur plus grande terreur ! Voilà ce qu'il a déclaré : *« Mon seul crime, mes camarades, constitue un crime que vous partagez tous ici : le crime d'être solidaire, engagé, militant, syndicaliste, le crime de manifester pour la Palestine, le crime de faire grève pour nos retraites, le crime d'écrire des tracts, le crime de battre le pavé contre les injustices, le crime d'être un homme ou une femme digne et fière, le crime d'être un combattant pour la cause de la classe ouvrière. »*

Face à la répression, la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire et les Jeunes Révolutionnaires décident de faire front commun autour de la défense du dirigeant syndical. Le constat est le suivant : la faiblesse actuelle du mouvement syndical peut être conjurée. Le mot d'ordre est simple et ouvert : *« soutien à Timothée Esprit, licencié pour avoir défendu la Palestine ! »* La campagne est la première de ce type, ouverte à tous les sympathisants de la cause syndicale, sur une base combative et de classe. Un communiqué permet de poser les bases idéologiques de la campagne, rappelant que Timothée Esprit n'est malheureusement pas un cas isolé, et que c'est toute la lutte des classes qui

s'aiguise :

« Les temps troublés reviennent et ce n'est pas anodin que plus de 1000 syndicalistes ont été inquiétés par la « justice » depuis la bataille des retraites, que des actions de barbouzeries ont lieu contre les syndicalistes en lutte, que les médias étalent au quotidien un anti-syndicalisme débri-dé, car le syndicat reste le dernier endroit d'organisation et de solidarité de la classe ouvrière. La CGT doit redevenir le puissant syndicat de la classe consciente d'elle-même. Quand la classe ouvrière perd des droits c'est tous les droits du peuple qui reculent, au contraire quand elle est à l'offensive, les patrons tremblent, le cours des choses est inversé, les progrès sociaux s'étendent. »

Une campagne inédite

Rapidement, la campagne s'inscrit sur le terrain. Timothée Esprit est représenté dans chaque action, des dizaines de milliers de personnes prennent connaissance de son existence. D'abord, un rassemblement unitaire est organisé à Pau, aboutissement de plusieurs grèves dans les usines du groupe Toray par des ouvriers, en soutien à leur dirigeant ; puis, le communiqué est proposé à de nombreuses organisations, qui produisent parfois leur propre communiqué. Une liste conséquente d'organisations le signent : des organisations politiques, des syndicats étudiants... Ce sont également des organisations de défense des droits démocratiques ou de soutien à la Palestine, comme Perspectives Musulmanes, Urgence Palestine, ou encore la Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Abdallah, qui apportent leur soutien à Timothée Esprit.

Cela permet de s'organiser sur le terrain. À Lyon, Toulouse, Paris, Saint Denis, à Aubervilliers, La Courneuve, Strasbourg, Limoges, Bordeaux, Rennes, Nantes, Montpellier, Marseille ou Lille, des affiches sont collées par des activistes et sympathisants. De nombreuses banderoles sont également déployées pour faire connaître Timothée Esprit, avec le soutien des



masses.

Au quartier populaire de Kennedy-Villejean à Rennes, des slogans sont chantés par les habitants pour Timothée. Pendant le Lyon Antifa Fest, un discours est prononcé entre deux concerts par la Fosse aux Lyons, insistant sur Georges Abdallah et Timothée Esprit. À Hérouville-Saint-Clair, dans la banlieue de Caen, des dirigeants syndicaux menant une grève dure se déplacent sur un événement du Comité Palestine Hérouville, pour affirmer leur soutien au dirigeant de la FNIC-CGT. Au cœur d'une manifestation sauvage pour la Palestine aux Minguettes, un des quartiers les plus pauvres de la métropole lyonnaise, plusieurs centaines d'habitants écoutent un discours expliquant la situation de Timothée Esprit, avant de repartir en cortège.

Depuis des décennies, jamais une campagne de soutien à un dirigeant syndical n'avait pris ce tour politique, porté à la fois par des syndicalistes, des ouvriers grévistes et quelques masses des quartiers populaires, porté dans de nombreux événements, manifestation, avec un aspect combatif.

C'est le cœur de tout cela. Ce n'est pas simplement le nombre de personnes mobilisées, mais la « qualité » de la mobilisation, c'est à dire les noyaux combattifs se développant dans tous les secteurs de la société : à l'usine et au quartier, dans le syndicat, dans les universités, pavant la voie à des campagnes bien plus larges, promettant de nombreuses victoires.

Palestine : des artistes dénoncent le génocide

« Nous assistons à un génocide en temps réel, filmé, documenté, se déroulant sur nos écrans quotidiennement, et devant lequel nous sommes nombreux à nous sentir impuissants » : c'est dans une tribune publiée dans Libération cet été que 230 artistes et personnalités publiques ont appelé Emmanuel Macron à reconnaître « l'État de Palestine, non seulement en réponse au massacre actuel, mais au nom du droit de ce peuple à exister ». Parmi les signataires, on retrouve Médine, Angèle, Adèle Exarchopoulos, JoeyStarr, Renaud, Leïla Bekhti, etc.

Dans les métropoles impérialistes, il aura souvent fallu attendre plusieurs mois et la pression des masses, mobilisées dans la rue et sur les réseaux sociaux, pour entendre les voix de grandes figures du cinéma, de la musique ou du sport enfin fissurer la propagande génocidaire. Au cœur du monde Hollywoodien, les positions se font rares et très mesurées, tant les liens sont resserrés avec le Parti Démocrate en campagne. Parmi les quelques voix, on compte celle d'Angelina Jolie, ex-envoyée spéciale du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés : « Gaza est une prison à ciel ouvert depuis près de deux décennies et est en train de devenir rapidement un charnier. 40% des personnes tuées sont des enfants innocents. Des familles entières sont assassinées. » Dans le même temps, le couple Clooney fait lui aussi du soft power dans la position médiane, Amal Clooney étant l'une des avocates « expertes » auprès de la Cour Pénale Internationale ayant lancé le mandat d'arrêt contre Netanyahu et les dirigeants du Hamas et défini le « risque de génocide » en janvier.

Outre les Jeux-Olympiques de la honte, les rendez-vous culturels de l'été n'ont pas échappé à cette actualité. En Belgique, l'Eurovision a été interrompue par les salariés de la chaîne VRT : « Ceci est une action syndicale. Nous condamnons les violations des droits de l'homme commises par l'État d'Israël. » Les participants du Show, plus grand concours de



Les manifestants brandissent une banderole avec les mots en suédois « Non au génocide » lors d'une manifestation de soutien à Gaza devant la demi-finale de l'Eurovision en Suède.

chant de la planète, ont aussi tenté de faire passer des messages malgré les interdictions. Le chanteur suédois Eric Saade, d'origine libano-palestinienne, a arboré un keffieh sur scène, ou l'artiste Bambie Thug (Irlande), avait fait inscrire « cessez-le-feu » et « liberté pour la Palestine » sur sa tenue.

« De Gaza à la Cisjordanie, je veux qu'ils sachent que nous ne les oublions pas », a crié Macklemore sur scène avant de soutenir aussi les victimes de massacres au Congo et au Soudan

Au mois d'août, la principale tête d'affiche du festival Cabaret Vert, dans les Ardennes, était le rappeur Macklemore. La star américaine a sorti le titre *Hind's Hall* au mois de mai, dénonçant le génocide en cours, soutenu et financé par le gouvernement américain. Sur scène, il crie « De Gaza à la Cisjordanie, je veux qu'ils sachent que nous ne les oublions pas », avant

de soutenir aussi les victimes de massacres au Congo et au Soudan. La parole de l'artiste est à contrecourant du silence des superstar de la musique américaine, parmi lesquelles la plus influente : Taylor Swift. Des drapeaux palestiniens ont ainsi fleuri dans les tribunes de son concert à Madrid, fin mai. Les fans de la chanteuse avaient même lancé le hashtag #SwiftiesForPalestine pour la pousser à prendre position.

Plus récemment, ce 7 septembre, la réalisatrice Américaine Sarah Friedland a utilisé son discours à la Mostra de Venise pour apporter son soutien au peuple palestinien : « En tant qu'artiste juive américaine, je reçois ce prix le 336^e jour du génocide d'Israël à Gaza, et la 76^e année d'occupation. C'est notre responsabilité en tant que cinéastes d'utiliser les plateformes institutionnelles dans lesquelles nous opérons pour aborder l'impunité d'Israël sur la scène mondiale. » La bourgeoisie et la petite bourgeoisie représentent un paradoxe intéressant dans le monde de la culture, dont l'expression reflète les contradictions posées entre leur position de classe d'une part; d'autre part les aspirations de leur public et la haute estime qu'ils portent à leur métier dans la mise en avant de valeurs humanistes. Le génocide de Gaza expose cela : même dans les plus hautes sphères d'influence, la mobilisation populaire est le moteur premier de la bataille politique.

Octobre 1984 – octobre 2024 : 40 ans de prison, toute une vie de combat! Le 7 octobre, **Georges Abdallah** doit être libéré!

La nouvelle est officielle : le 7 octobre 2024, le tribunal d'application des peines tiendra audience à Lannemezan pour statuer sur la demande de libération conditionnelle expulsi- on déposée il y a plus d'un an par l'avocat de Georges Abdallah.

Octobre 1984 – octobre 2024 : cette audience décisive actera, à quelques jours près, les 40 années de détention en France de notre cama- rade.

Octobre 1984 – octobre 2024 : nous attendons de cette audience qu'elle débouche sur la déci- sion de libérer Georges Abdallah, ce prisonnier d'exception, le plus ancien détenu politique en France et sans doute en Europe. (...)

Comme le dit notre camarade : « La victoire ou la victoire! ». C'est pourquoi, nous ne lâ- cherons rien jusqu'à cette victoire, et cela en respectant intégralement l'identité politique de Georges Abdallah, un militant révolution-

naire libanais, communiste, combattant de la lutte de libération du peuple palestinien. Ce- lui qui sera libéré est en effet un symbole de résistance à l'oppression, qui ne s'est jamais renié tout au long de ces 40 années derrière les murs. Mais c'est dans ce combat de toute une vie que nous reconnaissons aussi l'indis- pensable solidarité internationaliste avec les luttes des peuples pour leur libération et leur droit légitime à se libérer de l'exploitation et de la domination.

Dans la dernière ligne droite de cette nou- velle offensive juridique lancée par Georges Abdallah, nous tous, signataires de ce texte nous nous engageons à appuyer sa démarche en la faisant résonner partout où nous serons, jusqu'à la tenue de cette audience du 7 oc- tobre – et s'il le faut même après, notamment le 26 octobre où se déroulera à Lannemezan une nouvelle manifestation nationale – pour accentuer toujours plus la pression sur l'État

français et réussir enfin à le faire plier. (...)

Que mille initiatives fleurissent donc du 7 sep- tembre au 7 octobre 2024 pour ce mois in- ternational d'actions coordonnées, partout en France, dans la rue et dans les quartiers, dans les facs et jusqu'à l'Assemblée, sur les murs et dans les médias, et à l'international devant les ambassades et consulats français.

Que mille initiatives fleurissent pour enfin ob- tenir la liberté de Georges Abdallah en faisant entendre notre clameur solidaire : « *Georges Abdallah, tes camarades sont là!* »

40 ans de prison, toute une vie de com- bat! Liberté pour Georges Abdallah!

Le 7 octobre, Georges Abdallah devra être libéré! Le 7 octobre, Georges Abdallah sera libre!

Paris, le 22 août 2024

Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Hommage à **Suzanne Le Manceau**

C'est avec une grande peine que nous avons appris le décès de notre camarade Suzanne Le Man- ceau, le samedi 14 septembre, à l'âge de 73 ans. Suzanne était l'un des soutiens historiques à la libération de Georges Abdallah. Voici l'hommage rendu à Suzanne par ses camarades :

« Notre peine est immense, à la mesure de la contribution de Suz, notre Suz, aux com- bats que nous avons partagés.

Suzanne avait travaillé comme enseignante spécialisée. Quelles que furent les difficul- tés de ce travail, elle évoquait toujours avec bienveillance et humour ses relations avec ces enfants « différents ». Elle était syndi- quée et s'opposait à toute dégradation des conditions de travail dans l'enseignement. (...)

Nous perdons aujourd'hui une camarade

dont les hautes qualités militantes vont nous manquer. Suz était à la fois déterminée et ri- goureuse dans ses engagements politiques, même dans les moments difficiles du mili- tantisme. Elle assurait avec constance et une grande responsabilité les tâches qui lui avaient été confiées ou qu'elle avait décidé de s'assigner volontairement. Jusqu'à ces tout derniers temps, malgré la progression de sa maladie, elle continuait à agir avec la plus grande conviction – mais à l'opposé de tout sectarisme – pour la cause qu'elle dé- fendait.

Nous perdons aussi une camarade, une amie, une compagne toujours à l'écoute des autres, d'une grande richesse humaine, dont la générosité, la chaleur et le sourire affec- tueux nous ont accompagné-e-s si heureu- sement.

Présente bien sûr depuis la création il y a vingt ans du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA) puis plei- nement engagée au sein de la Campagne

unitaire pour la libération de Georges Abdal- lah (CUpLGA), c'est avec une détermination sans faille qu'elle apporta sa contri- bution exemplaire au développement de la campagne (...) pour rallier peu à peu les hommes et les femmes engagées dans le soutien à la résistance pa- lestinienne afin qu'ils s'emparent avec es- prit de solidarité et internationalisme de la cause de Georges Abdallah.

Suz, chère Suz, nous continuerons ton com- bat pour la justice et la liberté et, à ton exemple, on ne lâchera rien! »

Paris, le 14 septembre 2024

Le Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA)

La Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah (CUpLGA)



Rejoignez la campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah



La campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah a donné une nouvelle dynamique à la lutte pour que notre camarade Georges sorte de prison. Combattant infatigable, qui n'a pas renié ses positions, Georges Ibrahim Abdallah est un communiste libanais enfermé en France depuis 40 ans. Il est un porte-drapeau de la lutte incessante contre l'impérialisme, pour la Palestine et pour la libération des prisonniers politiques révolutionnaires.



La campagne unitaire a besoin de toi! Contacte-la afin de soutenir ses activités et de la développer partout. Il est de nos luttes, nous sommes de son combat, libérons Georges Abdallah!



@CUpLGIA
sur Instagram
et Twitter

campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com



@Cause_du_Peuple
sur Instagram
et Twitter

causedupeuple@protonmail.com